Le 25-02-2018

Télécharger ou imprimer au format PDF

Par le Parti de la démondialisation

Le 25 février 2018



Dans une courte vidéo réalisée lors de la dernière université d'automne du Pardem à Saint-Malo, Jacques Nikonoff est revenu sur la nécessité de sortir de l'euro. La monnaie unique, en effet, est (entre autres !) une arme de destruction massive de l'emploi et des salaires :

- Elle interdit aux pays membres, en cas de déséquilibre de leur balance commerciale (en fait de leur balance des paiements), c'est-à-dire lorsqu'un pays consomme davantage qu'il ne produit (il importe

trop et ne fabrique pas assez sur son sol), de dévaluer sa monnaie. La dévaluation de la monnaie est un outil classique permettant de redresser son déficit commercial par la baisse des prix des exportations et l'augmentation des prix des importations. Avec l'euro c'est devenu impossible. Il ne reste donc aux entreprises que la fameuse « compétitivité », autrement dit la baisse de la masse salariale (par pression sur les salaires et diminution de l'emploi), afin de proposer des prix plus bas que les prix mondiaux (voir le résultat dans l'agriculture et dans l'industrie !).

- La monnaie unique, combinée à l'Union européenne, interdit également l'usage d'un autre instrument classique de régulation économique et sociale : des mesures protectionnistes ciblées et transitoires le temps de rétablir la balance commerciale dans les secteurs déficitaires (hausse des droits de douane, quotas d'importations…).

Ajoutons à ces scandales celui qui domine tous les autres : **l'élimination de la démocratie** dans le sens où le peuple français se voit interdit de choisir en toute liberté et en toute autonomie ses institutions et les politiques qu'elles devraient mener.

Dans cette vidéo Jacques Nikonoff évoque les **trois scénarios possibles** d'une sortie de l'euro (et évidemment d'une sortie de l'Union européenne) :

- Un Président de la République et une Assemblée nationale favorables à cette stratégie.
- Un Président favorable et une Assemblée nationale défavorable.
- Un Président défavorable et une Assemblée nationale favorable.

Ajoutons aussi quelques réactions du Président du Pardem à l'actualité :

- L'enlisement du Brexit démontre encore une fois qu'il ne faut surtout pas utiliser l'article 50 du Traité de Lisbonne pour « négocier » la sortie de l'UE. La souveraineté, la liberté, la démocratie ne se négocient pas.
- L'escroquerie des plans A, B ou C. Cette conception a pour conséquence de ne pas mener le travail patient d'éveil des consciences sur tous ces sujets. On ne prépare pas la sortie, on n'y réfléchit pas, on n'en parle pas, on désarme le peuple.

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire